

**ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LA RECONCILIATION NATIONALE  
(ADRN)-IGIHANGO**

*Avenue de Roodebeek 151 bte 1 ; 1030 Bruxelles-Belgique*

*Contact: Secrétariat général: tél: 0032 494 12 42 85.*

***Communiqué de presse***

***La dictature de Kigali espère décréter la réconciliation par la terreur et l'étouffement de la vérité.***

A l'occasion du n<sup>ième</sup> « Sommet sur l'Unité et la Réconciliation » qui se tient les 7 et 8 mai 2004 à Kigali, l'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (ADRN)-Igihango déplore, une fois de plus, le temps perdu et le gaspillage d'énergies et de moyens dans l'organisation de rassemblements à caractère folklorique, dont l'objet réel n'est rien d'autre que l'imposition d'une lecture volontairement biaisée des véritables causes du contentieux inter rwandais.

Pour l'alliance Igihango, il est faux de prétendre oeuvrer pour l'unité et la réconciliation nationales, tout en plaçant au premier plan la terreur comme instrument principal pour brimer le peuple, museler la presse et confisquer le droit du peuple rwandais à l'expression libre de sa pensée, en interdisant notamment l'émergence des partis politiques autres que ceux qui se sont engagés à constituer des caisses de résonance du FPR, devenu pratiquement un parti - Etat.

De plus, la réconciliation est un acte de volonté et non une imposition. C'est par une prise de conscience décisive et courageuse que les Rwandais parviendront à se libérer des tenailles de la haine et des violences pour se reconnaître les uns dans les autres. Cette reconnaissance apparaît comme un préalable indispensable au dialogue et à la réconciliation. Les séquelles des conflits cycliques inter rwandais se transmettent de génération en génération, dans les mémoires brisées par la violence. Ce sont des blessures qui affectent l'âme et le c'ur pour longtemps. Pour refermer ces blessures il faut que la vérité soit dite, que l'état de droit soit rétabli et que s'enclenche le processus de la réconciliation. Toute autre idée de réconciliation ne sera qu'un leurre tant que le régime de Kigali s'emploie sans cesse à nier la responsabilité du FPR dans la tragédie rwandaise et à imposer un silence sur ce chapitre pourtant surchargé de l'histoire politique rwandaise récente. Sinon, la réconciliation signifierait qu'il puisse exister de bons tueurs ou que les victimes de toutes les injustices ne sont pas égales devant les lois et la tradition rwandaise. A ce propos, l'alliance Igihango tient à rappeler que le génocide et tous les autres crimes qui ont été commis au Rwanda à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1990, date de l'attaque du Rwanda par le FPR, jusqu'à nos jours, sont la conséquence directe de conflits pour le pouvoir. Dès lors, chaque protagoniste de ce conflit se doit de reconnaître sa part de responsabilité et d'accorder la primauté à la voix du peuple rwandais qui a été seul victime et témoin de cette tragédie.

A l'heure où les témoignages authentiques sur le rôle du FPR dans la tragédie rwandaise se multiplient, l'alliance Igihango en appelle à toutes les forces du monde entier éprises de paix pour qu'elles expriment leur disponibilité à assumer une lecture

impartiale des causes de la tragédie rwandaise. Le temps est passé où la dictature du FPR et ses supporters inconditionnels étaient les seuls interprètes de l'histoire du Rwanda. Le moment est venu où l'ONU et les grandes puissances ayant reconnu leur responsabilité dans la tragédie rwandaise, doivent aider les Rwandais à mettre en place un cadre approprié pour le démarrage du véritable processus de réconciliation.

L'alliance Igihango est fermement convaincue que la vraie réconciliation ne doit pas passer par des enseignements idéologiques prodigués à la population par des leaders dont la moralité et l'innocence sont pour le moins douteuses. La vraie réconciliation exige comme préalable un dialogue franc et une réconciliation au sein de la classe politique rwandaise d'hier et d'aujourd'hui. Ce dialogue permettra de reconnaître les erreurs du passé et de définir la nature franchement démocratique des institutions dont le rôle sera de sauvegarder la sécurité de chaque citoyen sans discrimination. C'est à travers l'adhésion sans restriction à ces institutions que la classe politique rwandaise pourra alors se réconcilier avec la base populaire. L'alliance Igihango propose la « démocratie consensuelle » comme système de gouvernement susceptible de garantir la sauvegarde des intérêts de toutes les couches de la société rwandaise.

Dans le même ordre d'idées, ce n'est que dans la mesure où les Rwandais se seront réconciliés entre eux qu'ils s'engageront fermement à renoncer à l'option actuelle imposée par la dictature au pouvoir d'exporter les guerres dans les pays voisins. Sinon, il sera toujours illusoire de parler de la paix dans la région des Grands Lacs.

En définitive, l'alliance Igihango invite la Communauté internationale à reconnaître que le régime de Kigali a déjà fourni toutes les preuves de sa stratégie de gouverner par le chaos. En effet, ce régime ne cesse d'inventer des prétextes pour envahir la République Démocratique du Congo, afin d'exporter le conflit rwandais et d'éviter un vrai dialogue inter rwandais, le seul, à notre avis, susceptible de mettre un terme aux souffrances des peuples de la région des Grands Lacs. A moins qu'il n'y ait un intérêt caché à perpétuer le financement de « sommets » sans issue et de continuer à assister aux dégâts humains causés au Rwanda et en dehors des frontières par les agissements d'une dictature indomptable, l'alliance Igihango estime que tous les signaux nécessaires sont réunis pour reconnaître que trop c'est trop.

Fait à Bruxelles, le 04 mai 2004

Pour l' Alliance Igihango

Félicien Kanyamibwa

( Sé )

Président a.i